

# Six mois après le début des inondations

## Redéfinir les priorités au Pakistan par le biais de la reconstruction

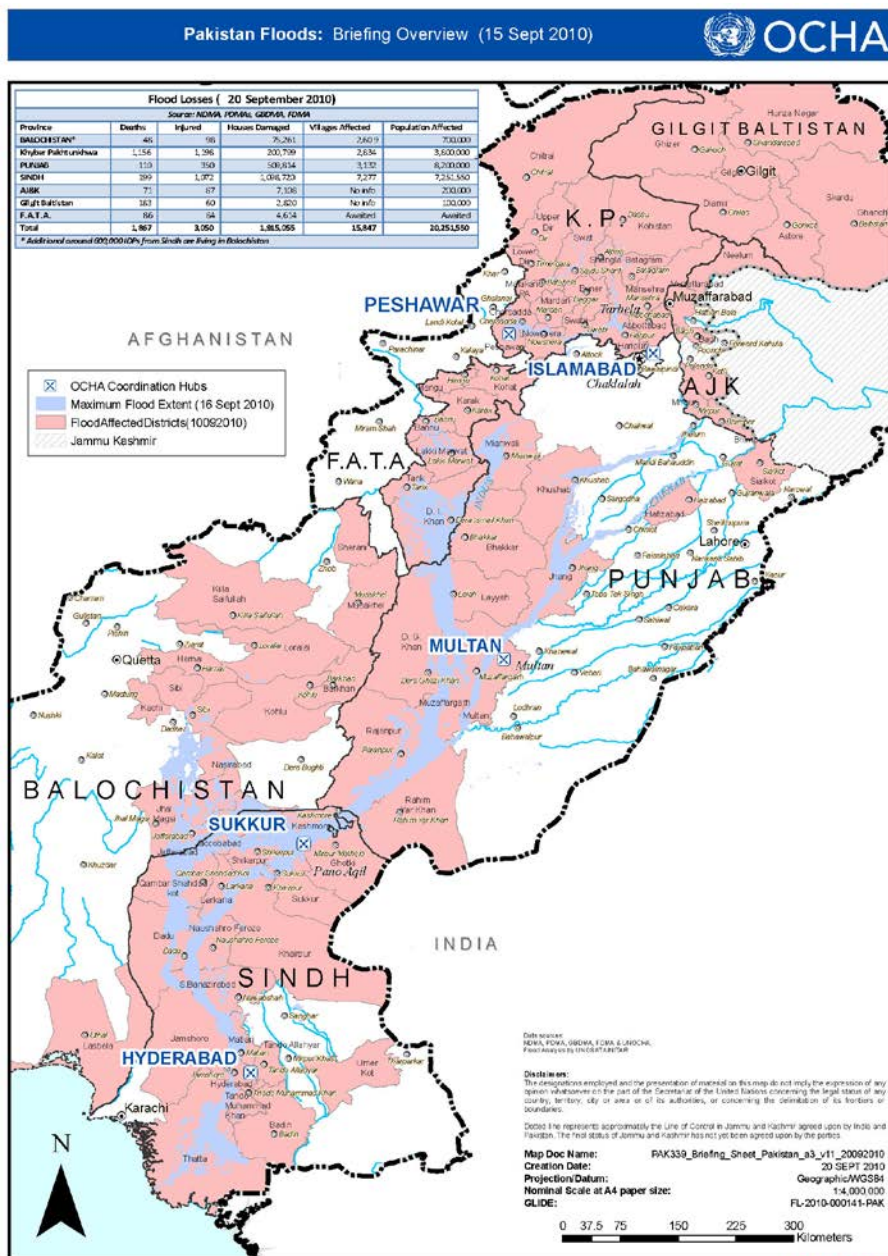
[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)



Fermière de Thatta dans son champ inondé. © Caroline Gluck/Oxfam.

**En juillet 2010, la mousson a provoqué des inondations aux conséquences dévastatrices pour le Pakistan. Grâce aux efforts conjoints du gouvernement pakistanais, des agences des Nations Unies, des ONG internationales et des organisations d'aide d'urgence à l'échelle locale, la réponse apportée a porté ses fruits et a vu des millions de Pakistanais bénéficier d'une aide d'urgence vitale. Cette catastrophe n'est pas résolue pour autant et de nombreuses personnes ont toujours besoin d'une aide humanitaire. L'aide d'urgence en cours n'est qu'une première étape dans la reconstruction des communautés dévastées. Un programme de reconstruction national et favorable aux plus pauvres est désormais nécessaire pour contribuer à un développement durable et juste, tout en renforçant l'aptitude du Pakistan à faire face aux catastrophes naturelles.**

# Carte des inondations



**PAK339**

# Résumé

Ce document d'information évalue la réponse humanitaire apportée jusqu'à présent, la crise en cours et les défis qui se profilent six mois après le début des inondations. Outre les activités de reconstruction mises en place immédiatement après la catastrophe, il analyse les problèmes politiques et socio-économiques essentiels que doit gérer l'État pakistanais, avec le soutien de la communauté d'aide internationale, pour aider la population vulnérable à reconstruire des communautés plus fortes et plus sûres et un pays plus équitable et plus autonome.

L'ampleur des inondations de juillet 2010 est sans précédent. **La population pakistanaise a fait preuve d'aptitude à surmonter l'adversité, de courage et de générosité face à des défis de taille.** Maintenant plus que jamais, les besoins de la population doivent être au cœur du processus de reconstruction. **Un programme national de développement et de reconstruction favorisant les plus pauvres doit montrer la voie**, en renfort de la réponse humanitaire actuelle. En redéfinissant les priorités pour la lutte contre les profondes inégalités, qui plongent tant de personnes dans la pauvreté et la vulnérabilité, cette catastrophe peut être l'occasion d'une **transformation de la société** au Pakistan. Il est temps de passer à l'action et de guider le pays vers une croissance et un développement durables et globaux qui profitent aux plus pauvres.

L'ampleur et les conséquences de la catastrophe sont difficiles à imaginer. Elle a affecté environ 20 millions de personnes, dont 14 millions ont eu besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Les crues ont inondé jusqu'à un cinquième de la superficie du pays (une zone plus vaste que la totalité de l'Angleterre et affectant autant de personnes que la population totale de l'Australie), détruisant partiellement ou entièrement plus de 1,6 millions de foyers et provoquant des dommages directs et indirects estimés à 10 milliards de dollars, dont la moitié seulement dans le secteur agricole.<sup>1</sup>

Dans un contexte logistique complexe, mais avec le soutien des agences des Nations Unies, des ONG internationales et des organisations d'aide d'urgence à l'échelle locale, le gouvernement pakistanais a lancé un grand programme d'aide pour épauler au mieux une population assiégée par l'eau contaminée. Plusieurs états donateurs et des millions de personnes au Pakistan et dans le monde se sont rapidement mobilisés pour fournir financement et matériel d'aide d'urgence.

**Grâce à leurs efforts conjoints, la réponse apportée à ces inondations a permis de grandes réalisations** : de nombreuses vies ont été sauvées, la propagation des épidémies a été contrôlée et des millions de personnes ont bénéficié d'une assistance vitale. **Les besoins humanitaires sur le terrain sont toujours considérables et plusieurs**

**leçons importantes peuvent être tirées sur la façon dont l'aide a été apportée jusqu'à présent.** Aujourd'hui, six mois après la catastrophe, il est temps de relever d'autres défis, en élaborant et déployant un programme de reconstruction efficace, tout en évaluant l'aide humanitaire déjà apportée.

**La crise est loin d'être terminée**, surtout dans le sud du pays. De nombreuses zones, notamment de fermes et de terres agricoles, restent sous les eaux ou coupées du reste du pays. On déplore un manque notoire de logements adéquats, des taux élevés de malnutrition et l'incapacité pour une grande partie des personnes encore déplacées de revenir chez elles, par manque de moyens ou parce qu'elles n'ont nulle part où aller. Au nord du pays, les inondations ont eu un double impact sur les populations touchées par le conflit. Déjà vulnérables en tant que communautés d'hébergement ou personnes déplacées, leur résilience a de nouveau été mise à rude épreuve. Pourtant, le gouvernement fédéral cessera toute intervention d'aide d'urgence dans la plupart de ces régions à partir du 31 janvier 2011, mettant en péril de nombreux Pakistanais, pour qui une aide est toujours indispensable. Par ailleurs, la prochaine saison des semailles approchant, le temps presse pour les propriétaires terriens, les autorités gouvernementales et la communauté d'aide qui doivent aider les communautés agricoles touchées à se reconstruire et éviter une prochaine crise alimentaire qui plongerait encore plus de familles dans le dénuement, les dettes et la famine.

**L'aide d'urgence n'est que la première étape du programme global de reconstruction et de réforme dont le pays a désormais besoin.** Plutôt que de sombrer dans une catastrophe à l'autre, il est aujourd'hui temps de reconstruire le Pakistan, en s'appuyant sur une stratégie qui s'attaque aux problèmes à long terme, non seulement en théorie, mais également en pratique. Les inondations et les failles constatées dans la réponse apportée à la catastrophe ont révélé des problèmes à long terme, laissant des millions de Pakistanais pauvres et vulnérables en état de choc, et ont démontré les capacités limitées du pays à y faire face. La politique actuelle du gouvernement central, qui consiste à réduire de moitié les budgets alloués au développement et à privilégier un plan de décaissement dans la phase de reconstruction, est vouée à laisser de nombreux problèmes de fond sans réponse. Au lieu de cela, **il faut renforcer la cadence actuelle de réaction aux inondations**, en réparant d'urgence les systèmes d'irrigation principaux et les infrastructures, en réformant en profondeur les secteurs agricole et foncier, en mettant en place des services de base de bonne qualité et accessibles à tous et en protégeant les communautés contre toute nouvelle catastrophe par le biais de mesures locales d'adaptation au changement climatique et de prévention des risques de catastrophe naturelle. Une participation effective des communautés affectées sera essentielle à la réussite de tout programme. Une société civile engagée et vigilante peut promouvoir la bonne gouvernance requise, pour construire une nation forte, juste et prospère.

## Notes

<sup>1</sup> D'après le document Preliminary Damage and Needs Assessment de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, novembre 2010. Selon certains acteurs de l'aide et des représentants des autorités pakistanaises, les chiffres réels sont plus élevés. Le document Shelter Cluster Meeting Summary (11 janvier 2011) fournit un exemple d'incohérence : les chiffres de la DNA ont été publiés mi-novembre, mais ont mis au jour des écarts importants avec les chiffres de la PDMA à l'échelle des districts. Des enquêtes de terrain menées par la NDMA début janvier 2011 ont confirmé la véracité des chiffres avancés par la PDMA. Par exemple, dans le district de Dadu, la DNA faisait état de 24 000 foyers endommagés ou détruits, tandis que la PDMA en annonçait 168 000.

© Oxfam International, janvier 2011

Ce document d'information a été rédigé par Shaheen Chughtai et Helen McElhinney, et coordonné par Claire Seaward. Oxfam remercie ses collaborateurs, notamment Kirsty Hughes, Michael Bailey, Neva Khan, Fatima Navqi, Summaya Sajiid, le Dr Noreen Khalid, Javeria Afzal, Iftikhar Khalid, Wajiha Anwar et Abdul Khaliq pour leur assistance dans sa réalisation. Ce rapport fait partie d'une série de textes sur le Pakistan écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk).

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courrier électronique à : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-84814-814-7 en janvier 2011. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

## Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 14 organisations qui travaillent ensemble dans 99 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)),  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au)),  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)),  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)),  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)),  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)),  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)),  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)),  
Intermon Oxfam (Espagne) ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org)),  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)),  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org)),  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)),  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl)),  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam, travaillent vers une affiliation complète :

Oxfam India ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Japan ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : [www.oxfam.org/fr](http://www.oxfam.org/fr). Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)